



Table-ronde
Recherches sur l'enseignement et politiques scolaires
7 mai 2021 à 14h
en ligne (inscription préalable)

Intervenant·e·s :

Nadine Grapin, maitresse de conférences, Université Paris Est Créteil, EA4434 LDAR

Roland Goigoux, professeur émérite, Université de Clermont-Auvergne, EA 4281 ACTE

Eric Roditi, professeur, Université de Paris, EA 4071 EDA

Animatrice : Cécile de Hosson, professeure, Université de Paris, EA4434 LDAR

Le débat s'inscrit dans un contexte marqué par la défiance des pouvoirs publics envers nos recherches en didactique et en sciences de l'éducation. La composition et l'activité du Conseil scientifique de l'Éducation nationale créé en 2018 (CSEN), la reconfiguration du Conseil supérieur des programmes (CSP), l'ostracisation de certains chercheurs, de certaines chercheuses, sont autant d'éléments qui en attestent. Ainsi, les groupes de travail du CSEN chargés de proposer des [recommandations pour améliorer le système scolaire](#) accordent peu de place à nos travaux. Au point que neuf associations de chercheurs et de chercheuses et quatre revues de notre champ scientifique¹ ont publié en septembre [une lettre ouverte](#) contestant [les recommandations pédagogiques](#) du CSEN (2020).

Les pratiques du ministre Blanquer nous sont particulièrement défavorables mais les conceptions du précédent secrétaire d'État en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Thierry Mandon, ne l'étaient guère plus (cf. par exemple les éléments de sa réflexion stratégique publiés en 2017 par l'agence Athéna : « [La recherche sur l'éducation](#) » Tomes 1 et 2). Pourquoi cette défiance ? Et souhaitons-nous avoir de l'influence sur les orientations ou les recommandations formulées par l'Éducation nationale ? Avons-nous pour ambition de produire des connaissances et des outils qui soient des arguments pour les politiques scolaires et/ou des ressources pour l'activité professionnelle des enseignants, des enseignantes ?

Lors de la table ronde, nos invité·e·s exprimeront leur point de vue en réponse à trois questions, avant que le débat soit ouvert à tou·te·s les participant·e·s.

Première question : pourquoi les chercheurs et les chercheuses qui travaillent sur l'enseignement ne sont-ils-elles pas plus entendu·e·s par les pouvoirs politiques ?

Nous analyserons l'influence des chercheurs, des chercheuses, ses modalités, ses lieux d'exercice et son évolution dans le temps. Nous discuterons de la conduite des politiques éducatives et du rôle de l'évaluation et de la quantification dans le pilotage des systèmes éducatifs. Sans oublier que les recherches sur l'enseignement ne sont pas toutes destinées à être utiles aux décideurs et aux décideuses politiques et ne sont peut-être pas toutes analysables au prisme du politique.

Deuxième question : à quelles conditions les apports de nos disciplines de recherche peuvent-ils éclairer les politiques publiques ?

Nous débattrons de questions épistémologiques et méthodologiques et nous échangerons sur la nature de nos résultats, sur la place des méthodologies expérimentales, sur les recherches de causalité et sur l'éducation fondée sur la preuve. Nous évoquerons l'usage politique qui pourrait être fait, malgré eux, des savoirs que les chercheurs et les chercheuses construisent et diffusent.

Troisième question : comment nos disciplines de recherche peuvent-elles contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement ?

Nous aborderons les aspects de gouvernance, de financement et d'organisation collective de la recherche sur l'enseignement, les relations entre recherche et terrain professionnel (directe ou via la formation) sans exclure les relations entre recherche et politique.

Modalités d'inscription :

Cette table ronde est ouverte à tous et à toutes. Inscription nécessaire [ici](#). Un lien sera envoyé aux inscrit·e·s quelques jours auparavant.